

Programme d'encouragement du secteur pétrolier—Loi

Nous avons un régime fiscal qui est une recette d'inaction dans le cas de l'industrie du pétrole fait au Canada. Il y a des sociétés canadiennes à Terre-Neuve, et l'on retrouve ces mêmes sociétés en Alberta. Le fait qu'elle puissent travailler à Terre-Neuve, que ce soit rentable ou non, a des répercussions sur les possibilités qu'elles ont d'investir de façon plus traditionnelle dans la prospection en Alberta.

Les entreprises pétrolières canadiennes se font détruire parce que l'administration actuelle a une politique non interventionniste à un moment où l'industrie est très faible et susceptible de se faire absorber par des intérêts américains. Pour Terre-Neuve, cela se traduit par une croix sur les promesses, une croix sur les perspectives, une croix sur le potentiel et une croix sur les espoirs dans l'avenir. Dans le cas de l'Alberta, c'est la perte d'emplois concrets qui existent déjà, et pas d'emplois promis. C'est la perte de l'armature essentielle de l'économie sur laquelle repose toute la structure de la société albertaine.

Quand j'assiste à la destruction des espoirs de ma province, je me sens très proche des gens de l'Alberta qui ne perdent pas seulement des espoirs, mais qui perdent leur gagne-pain. L'administration n'a pas manifesté le moindre petit indice d'une intention quelconque d'intervenir d'une façon ou d'une autre avant de réprimander le premier ministre de l'Alberta.

Par désespoir et par frustration, parce que le premier ministre et la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources ne se décident pas à agir, le premier ministre de l'Alberta appelé le cheikh Yamani d'Arabie Saoudite. Que faut-il penser du fait que le premier ministre d'une des provinces du Canada soit prêt à sauter dans les bras de l'OPEP et à se joindre à une cabale parce qu'il désespère d'enrayer l'hémorragie économique de sa province? Que penser de nos dirigeants au niveau fédéral quand le premier ministre de l'Alberta, membre du parti conservateur, censé être un ami personnel du premier ministre et de la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources, téléphone au cheikh Yamani pour essayer d'obtenir de lui les réponses aux problèmes de l'Alberta qu'il ne peut obtenir d'Ottawa? Quel spectacle stupéfiant.

Mme Mailly: Le prix du pétrole est trop bas, voilà ce que ça veut dire.

M. Tobin: La députée d'en face dit que si le premier ministre Getty fait cela, c'est qu'il a un esprit douteux.

[Français]

Mme Mailly: Monsieur le Président, ce n'est pas du tout ce que j'ai dit, et il le sait!

[Traduction]

M. Tobin: Je ne sais pas très bien ce qu'elle a dit. J'ai peut-être mal entendu.

Le président suppléant (M. Paproski): A l'ordre, s'il vous plaît. Nous aurons une période de questions et observations dès que le très populaire député à la très belle prestance aura terminé son intervention.

M. Tobin: Je ne sais pas très bien ce qu'elle a dit. C'était encore un son inintelligible.

M. Rossi: Elle est bête comme une oie.

M. Tobin: Quand le premier ministre d'une province juge nécessaire, en pleine période de fédéralisme renouvelé comme le proclame le premier ministre, de confier ses problèmes à l'Arabie saoudite pour y trouver sympathie, empathie ou compréhension, quand il juge bon de s'adresser au cœur de l'OPEP, un cartel exploité de manière méprisante qui tente désespérément de trouver des solutions aux problèmes qu'il s'est causé à lui-même, au lieu d'en discuter au téléphone avec le secrétaire d'État aux Affaires extérieures (M. Clark) qui vient de l'Alberta, au lieu d'en discuter avec le premier ministre qui se vante d'avoir ramené l'Ouest dans la Confédération, au lieu d'en discuter avec la ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources qui vient de la Colombie-Britannique, cela révèle sûrement que nous avons un grave problème. Tout ce que nous entendons de la part du gouvernement, c'est que les forces du marché doivent commander.

Je me permets de dire aux membres du gouvernement qu'avec leur obsession et leur conception doctrinaire de la déréglementation et de l'autonomie administrative de l'industrie pétrolière, ils ruinent les espérances et les potentialités des générations à venir de Canadiens, et en particulier des Canadiens vivant dans certaines des régions les plus pauvres du pays. Je songe notamment à Terre-Neuve. Le gouvernement a manqué à sa parole.

Le gouvernement a conclu un Accord de l'Atlantique qui se révèle n'être rien d'autre qu'une mise en scène vide et grotesque destinée à une campagne électorale qui s'est déroulée il y a un an à Terre-Neuve. Les Terre-Neuviens ne l'oublieront pas; ils ne le pardonneront pas. Avant que ne soit joué le dernier acte de cette lamentable mise en scène devant une population désespérée, le gouvernement regrettera amèrement le jour où il a pris ses ordres des barons qui occupent les tours d'ivoire de New York et de Hollande au lieu d'écouter ceux qui s'efforcent de bâtir une industrie pétrolière canadienne au Canada.

M. Rodriguez: Monsieur le Président, j'ai écouté le député avec beaucoup d'attention. J'ai une question à lui poser. Croit-il que nous devrions maintenir les subventions du programme d'encouragement du secteur pétrolier ou non?

M. Tobin: Monsieur le Président, je viens d'une province où l'on observe un principe très simple. Quand on promet à quelqu'un d'être là ou de faire quelque chose, tant qu'on a des jambes pour marcher, des mains pour travailler et une langue pour parler, on tient parole. Dans ma province, pas besoin d'une loi, d'un enregistrement, d'une déclaration aux Communes ou d'engagement solennel; la parole suffit. Les déclarations du gouvernement ont été faites solennellement, prononcées aux Communes, transmises par la télévision et publiées dans les journaux, mais elles ont été violées, piétinées et reniées comme si elles n'avaient jamais été faites sincèrement.

Devons-nous maintenir les subventions du programme d'encouragement pétrolier? Oui. Le gouvernement du Canada a pris un engagement qui a donné espoir pour l'avenir à des milliers de personnes, qui a convaincu des milliers de jeunes qu'ils avaient une place dans la société terre-neuvienne, sur lequel des centaines de chefs de petites entreprises se sont fondés pour hypothéquer leur commerce ou leur maison. Ils se disaient chose promise chose due. Pour tous ces gens, le gouvernement doit tenir parole.